



D/2014/193-- Passation d'une convention avec le GEMEF

Réforme des rythmes scolaires : intervention périscolaire : Temps d'Activités Périscolaires Année scolaire 2014 - 2015

D/2014/194-- Passation de contrats de prestations de services dans le cadre du Parcours de Découverte Artistique

D/2014/195-- Contrat de prestation de service avec la société BIOVAL pour prélèvements et analyses légionelles

D/2014/196-- Contrat de prestation de service avec l'association Régiments du Passé

Arrivée de Mme Sarraute : 19h12

D/2014/197-- Convention de formation sur le thème "Logipol4"

D/2014/198-- Passation d'un avenant n° 1 à un marché public de travaux Réalisation des antennes des réseaux d'assainissement eaux usées et d'adduction d'eau potable - ZAC HAUSSMANN

D/2014/199-- Contrat de prestation de service -Vérification ponctuelle de la structure du tablier et des garde-corps de la Porte Royale

D/2014/200-- Mise à disposition de la salle 13 de l'ancien Tribunal au profit de l'association "Église évangélique des plus que vainqueurs"

Mme FLORENTIN : quel est le but de cette association "Église évangélique des plus que vainqueurs »

M. le Maire : c'est un mouvement culturel qui exerce à Blaye depuis très longtemps. Nous avons vérifié que cette association ne soit pas sur une liste particulière. Et ce n'est pas le cas.

D/2014/201-- Mise à disposition de plusieurs bâtiments et sites communaux au profit de l'association "Citatrouille"

D/2014/202-- Mise à disposition de la Chapelle, du Narthex, des salles 2 et 4 du Couvent des Minimes au profit de la Chorale Jaufré Rudel

D/2014/203-- Mise à disposition du local "Chez Mona" au profit de l'association Chantiers Théâtre de Blaye et de l'Estuaire

D/2014/204-- Mise à disposition du Narthex et de la Chapelle au Couvent des Minimes au profit de l'association Vatosoa Santé Blaye Madagascar

D/2014/205-- Mise à disposition du Narthex et de la Chapelle au Couvent des Minimes au profit de l'A.D.A.P.E.I. Haute Gironde

D/2014/206-- Mise à disposition du Couvent des Minimes, de la salle de la Poudrière et du local "Chez Mona" au profit de l'association Préface

Mme LANDAIS : il semble manquer la salle Liverneuf.

M WINTERSHEIM : la salle Liverneuf est gérée dans le cadre d'un règlement particulier et ne fait pas l'objet de convention.

D/2014/207-- Contrats pour un spectacle de danse dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine

D/2014/208-- Contrats pour un concert dans le cadre de la manifestation culturelle Cita Delta - ANNULATION

D/2014/209-- Cession de matériel d'occasion Annule et remplace la décision n° D/2014/39

D/2014/210-- Cession de matériel d'occasion Annule et remplace la décision n° D/2014/39

D/2014/211-- Contrat de prestation de service avec la société ADUCTIS pour l'installation et la formation du logiciel ATAL

D/2014/212-- Mise à disposition de la grande salle des Coeurs Joyeux au profit du Centre d'Information et d'Orientation de Blaye

D/2014/213-- Mise à disposition de la salle 7 de l'ancien Tribunal au profit de l'association laïque du Prado

D/2014/214-- Mise à disposition de la salle 13 de l'ancien Tribunal, au profit de l'Unité d'Éducation Routière de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde

D/2014/215-- Mise à disposition de la salle de la Poudrière au profit de l'association "Bastion des Gastronomes et Philosophes Blayais"

D/2014/216-- Mise à disposition de la salle 3 de l'ancien Tribunal au profit de l'association "Vie libre"

D/2014/217-- Mise à disposition d'une salle mutualisée de l'ancien Tribunal, au profit de l'association "Oxygène"

D/2014/218-- Mise à disposition de la salle 4 de la Maison des Sociétés et de la salle de la Poudrière, au profit de l'association "Théâtre des Grôles"

D/2014/219--Mise à disposition d'une salle mutualisée de l'ancien Tribunal au profit du groupe de Blaye de l'association "Alcooliques Anonymes"

D/2014/220-- Mise à disposition de la salle 4 de l'ancien Tribunal, au profit de l'association Philatélique de Blaye

D/2014/221-- Mise à disposition de la salle 4 et des salles mutualisées de l'ancien Tribunal, ainsi que de la salle 1 à l'étage du Couvent des Minimes, au profit de l'association "Université du Temps Libre"

D/2014/222-- Mise à disposition de la salle 11 et des salles mutualisées de l'ancien Tribunal au profit de l'Union Locale CGT de la Haute Gironde

D/2014/223-- Mise à disposition de la salle 8 et des salles mutualisées de l'ancien Tribunal, au profit de l'Antenne interprofessionnelle locale de la Confédération Française du Travail de Saint André de Cubzac

D/2014/224-- Mise à disposition des salles 1, 2, 4, de la Chapelle, du Cloître, du Narthex et d'un bureau du Couvent des Minimes, au profit de l'association "Sagittarius"

D/2014/225-- Mise à disposition des salles 1, 2, 4, de la Chapelle, du Cloître, du Narthex et d'un bureau du Couvent des Minimes, au profit de l'association "La Valériane"

D/2014/226-- Mise à disposition de locaux sis 7-9 rue Urbain Albouy, au profit de l'Antenne locale du Secours Populaire Français

D/2014/227-- Contrat pour un spectacle de danse dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine

D/2014/228-- Passation d'une convention de partenariat avec le lycée professionnel de l'Estuaire dans le cadre de la Semaine du Goût.

D/2014/229-- Passation d'un marché public de fournitures- Organigramme de clés.

D/2014/230-- Convention pour le dispositif Ecole et Cinéma en Gironde - Avenant n° 3

D/2014/231-- Passation d'un contrat de prestations de services dans le cadre du Parcours de Découverte Artistique

D/2014/232-- Mise à disposition de la salle de la Poudrière au profit de l'association "Les Animaniacs".

D/2014/233--Contrat de prestation de service concernant la dératisation et la désinsectisation de bâtiments et sites de la ville de Blaye

D/2014/234-- Mise à disposition de 3 classes et du restaurant scolaire de l'école Malbeteau au profit de l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de Blaye

D/2014/235-- Passation d'un marché public de travaux -Extension réseau d'assainissement - rue P Sémar

D/2014/236-- Passation d'une prestation de service Formation SOLON suivi financier et technique

## **1 - Tableau des effectifs - Créations de postes d'Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM)**

Rapporteur : M.RIMARK

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 complétée et modifiée portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale.

Conformément aux décrets :

- n°87-1107 du 30 décembre 1987 modifié portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux,
- n°92-850 du 28 août 1992 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Il est proposé au Conseil Municipal la création au tableau des effectifs à compter du 10/11/2014, de deux postes d'ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26  
Abstention: 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## **2 - Tableau des effectifs - Création de postes d'adjoints administratifs 1ère classe**

Rapporteur : M.RIMARK

Conformément à la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 complétée et modifiée portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale.

Conformément aux décrets :

- n°87-1107 du 30 décembre 1987 modifié portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- n°87-1108 du 30 décembre 1987 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux,
- n°2006 - 1690 du 22 décembre 2006 portant un statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Il est proposé au Conseil Municipal, la création au tableau des effectifs à compter du 10/11/2014, des postes suivants :

- un poste d'adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés,
- un poste d'adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet, soit 20h00, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26  
Abstention: 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## **3 - Convention relative à la mise en place du prélèvement automatique- Convention tripartite avec E.D.F. et le comptable de la Direction Générale des Finances Publiques**

Rapporteur : M.RIMARK

Une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses des collectivités locales et de leurs établissements publics est menée conformément aux termes de la lettre circulaire de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du 30 décembre 2008, pour le règlement des dépenses relatives à la fourniture d'électricité, de service et de gaz.

Dans le cadre de la modernisation de ses services, la DGFIP a donc souhaité développer auprès des collectivités territoriales de nouveaux modes de gestion publique en facilitant notamment l'accès au prélèvement automatique.

C'est ainsi qu'un partenariat a été établi entre le comptable de la D.G.F.I.P. et EDF. Il est désormais possible de mettre en place un prélèvement automatique des factures d'énergie électrique pour les collectivités territoriales.

L'intérêt d'opter pour ce mode de paiement est qu'il sera unique et appliqué à l'ensemble des contrats détenus, présents et à venir.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite avec E.D.F. et le comptable de la D.G.F.I.P. pour la mise en place du prélèvement automatique.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26  
Abstention: 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### **4 - Décision modificative n° 5 - Budget Principal M14**

Rapporteur : M.RIMARK

Il est demandé au conseil municipal d'apporter les ajustements suivants au budget principal M14 :

Chapitre	Article	Fonction	Désignation	Dépenses	Recettes
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>					
<b>DEPENSES</b>					
011	611	026	Contrats de prestations	-2 628,00	
014	73925	01	Fonds de péréquation des ressources recettes fiscales communales intercommunales	925,00	
022	022	01	Dépenses imprévues fonctionnement	-925,00	
023	023	01	Virement à la section d'investissement	2 628,00	
<b>Total section de fonctionnement</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>					
<b>DEPENSES</b>					
020	020	001	Dépenses imprévues investissement	-10 000,00	
20	2051	020	Concessions, droits similaires	11 880,00	
20	2051	091	Concessions, droits similaires	985,00	
21	2111	824	Terrains nus	11 000,00	
21	2138	023	Autres constructions	2 628,00	
21	2152	821	Installation de voirie	-3 597,00	
21	21534	816	Réseaux d'électrification	-7 000,00	
21	21538	412	Autres réseaux	-6 800,00	
21	2183	091	Matériel informatique	1 045,00	
21	2184	020	Mobilier	1 889,00	

RECETTES					
13	1311	20	Subvention d'équipement transférables Etat et Etablissements Nationaux		1 889,00
024	024	01	Produits des cessions		-39 390,00
16	1641	01	Emprunts en cours		36 903,00
021	021	01	Virement de la section de fonctionnement		2 628,00
<b>Total section d'investissement</b>				<b>2 030,00</b>	<b>2 030,00</b>

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26  
Abstention: 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## **5 - Surtaxe de l'eau - exercice 2015**

Rapporteur : M.RIMARK

La loi du 03 janvier 1992 impose l'abandon d'une tarification au forfait d'une tarification basée sur les volumes d'eau réellement consommés.

Sur cette base et conformément au contrat d'affermage qui lie la Ville de Blaye et la Lyonnaise des Eaux, il est proposé d'entériner la surtaxe de l'eau pour l'année 2015.

Le prix proposé au m³ est le suivant :

- surtaxe de l'eau : 0,08 €.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

M RIMARK : pour faire un peu de pédagogie pour ceux qui ne connaissent pas le fonctionnement de cette surtaxe, le service de l'eau potable et de l'assainissement ont chacun un budget annexe. Ce budget comprend des recettes et des dépenses avec une section d'exploitation et une section d'investissement. Les recettes de ces budgets proviennent de la surtaxe qui est votée chaque année et communiquée au délégataire de service public (la société Lyonnaise des Eaux). Cette surtaxe varie d'une année sur l'autre en fonction des recettes et surtout en fonction des opérations d'investissement.

Nous devons donc voté un montant de surtaxe de l'eau (en 2014 : 0,10 €). Nous avons fait des simulations jusqu'en 2018 afin de voir comment elle pouvait évoluer, étant entendu que la section d'exploitation doit être impérativement en équilibre. La section d'investissement peut être en équilibre mais aussi en suréquilibre.

Il s'avère que la section d'investissement pour l'eau est en déséquilibre : plus la surtaxe est élevée plus le déséquilibre est important.

Donc nous avons souhaité réduire ce déséquilibre de la section d'investissement et nous avons fait 3 hypothèses : 0,05 € - 0,08 € - 0,10 €

- hypothèse à 0,05 € : la section d'exploitation n'est pas équilibrée : donc cette solution n'est pas bonne
- hypothèse à 0,10 € : le suréquilibre est assez important
- hypothèse à 0,08 € : le suréquilibre est moins important

La commission propose de retenir une surtaxe à 0,08 € soit une diminution de 0,02 € par rapport à l'année précédente.

Mme BESNAULT : on comprend bien votre souci d'équilibre des coûts. Sur la surtaxe de l'eau on se réjouit qu'elle soit plutôt à la baisse.

Pour : 26

Abstention: 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

M le Maire : évidemment quand il y a une baisse, il y a rarement d'opposition.

## **6 - Surtaxe de l'Assainissement - exercice 2015**

Rapporteur : M.RIMARK

La loi du 03 janvier 1992 impose l'abandon d'une tarification au forfait d'une tarification basée sur les volumes d'eau réellement consommés.

Sur cette base et conformément au contrat d'affermage qui lie la Ville de Blaye et la Lyonnaise des Eaux, il est proposé d'entériner la surtaxe de l'assainissement pour l'année 2015.

Le prix proposé au m<sup>3</sup> est le suivant :

- surtaxe de l'assainissement : 0,45 €

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

M RIMARK : la surtaxe de l'assainissement c'est exactement le même principe. Pour 2014, la surtaxe est de 0,32 €. Nous prévoyons de faire pour 2015 un certain nombre de travaux à hauteur de 151 000 € (41 000 € pour un poste de refoulement rue P. Sépard et 110 000 € pour le raccordement d'un ensemble de 22 logements dont le promoteur est Gironde Habitat, rue des Maçons).

Nous avons également fait une simulation jusqu'en 2018, en retenant 151 000 € de travaux pour 2015 et pour les années suivantes 30 000 € chaque année avec comme paramètres la consommation qui est de 220 000 m<sup>3</sup> et une autre recette qui est la prime d'épuration (varie entre 18 000 et 23 000 €).

La question est toujours à quel niveau fixer la surtaxe étant entendu qu'elle ne suffira pas à financer la totalité des travaux et qu'il faudra par ailleurs trouver des ressources au niveau de l'emprunt.

De nombreuses hypothèses ont été envisagées en faisant varier le montant de la surtaxe, le montant de l'emprunt et en étudiant quel serait l'impact de l'emprunt (5 % sur 15 ans / 4 % sur 25 ans).

2 hypothèses ont été retenues par la commission :

- soit augmenter la surtaxe à 0,45 € avec un emprunt de 50 000 €
- soit augmenter la surtaxe à 0,50 € avec un emprunt de 40 000 €,

sachant que plus on emprunte plus il faudra rembourser.

Compte tenu de toutes ces hypothèses, la commission souhaite retenir l'hypothèse avec une surtaxe à 0,45 € soit une augmentation de 0,13 € par rapport à 2014.

Mme BESNAULT : sur l'eau, une baisse régulière car cela fait plusieurs années qu'elle baisse mais très doucement. Par contre la surtaxe de l'assainissement est irrégulière et beaucoup plus importante. J'ai fait le global entre les 2 car pour l'usager c'est là qu'est le résultat : cela représente une hausse de 26 %. Même si ce

n'est que quelques centimes au m<sup>3</sup>, cela fini par faire. C'est un choix d'augmenter cette surtaxe et de recourir moins à l'impôt, c'est le choix que vous faites et nous ne vous suivrons pas sur ce choix.

M RIMARK : je ferai 2 remarques. La première c'est que pour équilibrer la section d'exploitation nous devons augmenter la surtaxe. Si vous n'avez pas compris cela vous ne comprendrez pas le reste. La deuxième, c'est que ce n'est pas la première fois que le montant de la surtaxe s'élève à ces niveaux : en 1997 on était à 0,58 €.

Mme BESNAULT : aujourd'hui nous sommes en 2014. Excusez-moi mais nous n'étions pas là en 1997.

M RIMARK : moi non plus, c'est juste pour vous dire que la surtaxe fluctue.

M le Maire : je rajouterai Mme BESNAULT que nous avons l'obligation légale d'équilibrer par contre nous n'avons pas l'obligation de faire les travaux. Si elle augmente régulièrement depuis quelques années c'est parce que nous augmentons les travaux sur le réseau d'assainissement.

Vous pouvez très bien nous dire comment nous devons gérer 2015 : soit on ne fait pas le raccordement d'une éventuelle cité de logements sociaux proposés par Gironde Habitat donc dans ce cas nous baissons nos investissements et dans ce cas nous pouvons ne pas augmenter la surtaxe. Si c'est le choix que vous nous faites c'est le vôtre mais ce n'est pas le nôtre. Car nous considérons que nous avons besoins de logements nouveaux sur Blaye et que c'est une très bonne chose que Gironde Habitat investisse. C'est de plus en plus difficile de voir les bailleurs sociaux investir dans la ruralité car ils ont des priorités sur la CUB avant tout, sur des bassins en forte tension. On ne peut que se réjouir du projet de Gironde Habitat.

Si vous êtes également pour ces logements sociaux dont 70 à 80 % de la population peut prétendre, qu'est ce que vous faites Mme BESNAULT.

Mme BESNAULT : c'est vous qui faites.

M le Maire : non moi je propose. Une opposition est faite aussi pour proposer.

Mme BESNAULT : une opposition est là pour mener son analyse et c'est ce que nous faisons.

M le Maire : elle est là pour s'opposer. Alors qu'est ce que vous proposez ?

Mme BESNAULT : on peut faire des emprunts plus importants sur des durées plus importantes car on peut amortir sur beaucoup plus longtemps.

M le Maire : que l'emprunt soit de 25 ou 30 ans cela ne changera pas grand-chose. Donc si vous voulez que l'on fasse ces travaux sur 2015, comment fait-on ? On a la quasi obligation de faire ces travaux sur 2015 car à partir du moment où ces terrains sont constructibles au POS cela signifie que la municipalité s'engage à amener les réseaux.

Je serais intéressé d'avoir une proposition de l'opposition sur le montant de la surtaxe

Mme BESNAULT : on va faire l'étude.

M le Maire : sauf qu'il faut le décider maintenant car nous avons une date butoir à respecter. C'est tous les ans la même date.

Mme BESNAULT : vous avez décidé de toute façon.

M le Maire : non, c'est passé en commission il y a une semaine. En une semaine vous avez le temps de voir ça, c'est une petite affaire courante Mme BESNAULT, franchement cela se gère facilement. Donc pas de proposition.

Mme LANDAIS : autant que l'on sache, il y a un très grand nombre de logements vacants sur Blaye. Est-ce qu'il ne peut pas y avoir de logements sociaux dans ces bâtiments ce qui éviterait de nouveaux lotissements qui entraînent des frais supplémentaires.



M le Maire : Mme LANDAIS vous êtes en train de me demander de refuser l'investissement de Gironde Habitat sur Blaye et de voir avec d'hypothétiques investisseurs (que nous n'avons pas aujourd'hui) pour réhabiliter des bâtiments qui appartiennent à des privés donc sur lesquels nous n'avons pas la main dessus. Vous savez qu'il y a une opération OPAH menée par les communautés de communes et coordonnée par le Pays de Haute Gironde sur la réhabilitation de bâtiments anciens appartenant à des propriétaires bailleurs. Sur la ville de Blaye, il a eu des projets de grandes qualités ouverts désormais au public. Cela représente au minima une vingtaine de logements dans le centre ville. Il y en a une importante qui va aussi être engagée dans quelques semaines sur le site de l'ancienne trésorerie, bâtiment qui appartenait à la ville de Blaye et que nous avons vendu. Mais ces programmes en centre ville ne s'opposent pas à la création de lotissement en périphérie. Du moment où il y a des terrains constructibles vous n'allez quand même pas empêcher les constructions des bailleurs sociaux Mme LANDAIS ?

Donc cela ne répond pas à la question de la surtaxe.

Mme LANDAIS : est ce que nous ne pouvons pas favoriser la reprise de logements anciens ?

M le Maire : c'est ce que nous faisons depuis plusieurs années avec des bâtiments qui appartenaient à la ville de Blaye qui se détérioraient et représentaient une charge plus qu'autre chose. Nous avons mené cette politique sur 3 sites : 22, rue Gersperrin – ancienne école de musique rue de l'Hôpital – ancienne trésorerie.

Quand la ville a la main, nous le faisons donc on ne peut pas nous taxer de laxisme mais sur le champ privé, toutes les villes ont la même problématique. Il est toujours plus facile de construire la ville sur d'anciens terrains agricoles que de la reconstruire sur elle-même.

Nous sommes sur la surtaxe de l'assainissement et je redemande à l'opposition de me faire une proposition pour éviter cette hausse et réaliser les travaux ou alors on refuse la construction de 22 logements Gironde Habitat.

Donc vous n'avez pas de proposition. Nous assumons nos responsabilités.

Pour : 21

Abstention: 0

Contre : 5 : Mmes BESNAULT, LANDAIS et QUERAL et Ms BODIN et LIMINIANA (par procuration)

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à la majorité.

M le Maire : heureusement qu'il y a des élus responsables.

M BODIN : par contre, je n'apprécie pas la formule il y a des élus responsables.

M le Maire : et bien oui car ce que vous faites n'est pas responsable.

M BODIN : on se respecte M le Maire.

M le Maire : mais ça c'est du respect.

M BODIN : dire qu'il y a des élus responsables cela laisse supposer que les autres sont irresponsables.

M le Maire : je vais vous expliquer. J'ai une majorité qui s'oppose à la hausse de la surtaxe...

M BODIN : passez au point suivant de l'ordre du jour M le Maire.

M le Maire : non M BODIN. J'ai une majorité qui vote contre car des élus de la majorité peuvent également voter contre cette hausse, comment je fais avec Gironde Habitat, comment je raccorde la cité. Nous perdons 22 logements sociaux à Blaye. C'est ça le sens des responsabilités et ça ce n'est pas être irrespectueux à votre égard. C'est souligner que si une majorité se dégageait sur votre position nous passerions à côté de la construction de 22 logements sociaux sur Blaye. Et je ne suis pas irrespectueux à votre égard bien au contraire, je suis juste un peu abrasif.

Mme FLORENTIN : je viens de vous entendre dire, Mme BESNAULT, quand M le Maire a dit que la majorité pourrait voter contre, laissez moi rire.

Mme BESNAULT : je n'ai pas dit ça. Je n'ai fait aucun commentaire.

Mme FLORENTIN : si vous avez dit ça. Alors respectez nous aussi. Quand on prend une décision, on est capable de dire non et en toute responsabilité.

Mme BESNAULT : vous n'êtes pas obligé de remettre en cause constamment les décisions que nous prenons. Nous avons le droit de voter contre, chacun avance ses arguments et on en reste là.

M le Maire : il est bon de purger les incompréhensions. Il est dit des choses publiquement, à la légère, pour essayer de faire croire des choses à une population alors que lorsque l'on creuse la question, on s'aperçoit que la grande majorité de la population dirait oui. Vous savez l'équipe municipale de la majorité fait ce qu'elle veut. Si des membres veulent voter contre, et cela c'est déjà fait, ils votent contre. Ce n'est pas un souci. Mais dans ce cas précis, si j'avais une majorité contre, je ne pourrais pas donner le feu vert à Gironde Habitat pour 2015.

M CARREAU : je pense que par le passé, on nous a assez tannés sur le fait qu'il n'y avait pas assez de logements sociaux en construction sur Blaye. Ce sont quand même vos prédécesseurs qui revenaient toujours sur ce débat.

M BODIN : mais là aussi nos prédécesseurs sont également les vôtres, ce ne sont pas forcément que les nôtres.

M le Maire : on parle de la précédente opposition. Vous savez M BODIN, dans la République, quand j'ai été élu Maire dans cette assemblée et le reste de l'exécutif nous avons pris l'actif et le passif. Il y a des choses que je ne partageais pas que j'ai assumé et que j'assumerai jusqu'au bout. L'affaire des casques, je l'assumerai jusqu'au bout. Il y a des choix qui ont été fait dans le passé, certains que j'ai voté et que je partage et assume et d'autres que je ne partageais pas mais que j'assume aujourd'hui. C'est comme ça. Il faut que chacun assume son héritage.

## **7 - Protocole de mise en œuvre de la télétransmission des actes des collectivités locales- Avenant n° 1**

Rapporteur : M.RIMARK

Par délibération du 30 octobre 2012, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer la convention portant protocole de mise en œuvre de la télétransmission des actes des collectivités, hors actes budgétaires.

La dématérialisation des actes budgétaires sera obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Il convient donc de prendre un avenant à la convention portant protocole de mise en œuvre de la télétransmission des actes des collectivités locales.

Il s'agit d'apporter les modifications suivantes à l'article « 3.2.3 types d'actes télétransmis » :

« Les catégories d'actes ayant vocation à être transmis au représentant de l'Etat exclusivement par la voie électronique sont :

tous les actes sauf les marchés publics et les actes ADS (Autorisation du Droit des Sols).

En ce qui concerne les actes budgétaires, seront transmis l'ensemble des décisions budgétaires correspondant à un exercice budgétaire complet (budgets primitifs, comptes administratifs, budgets annexes, budgets supplémentaires et décisions modificatives) sous la forme des maquettes budgétaires et comptable prévues.

Les délibérations accompagnées de pièces annexes pourront être transmises par voie papier. En tout état de cause, la double transmission d'un même acte (par voie électronique et par voie papier) est interdite ».

Il est donc demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention portant protocole de mise en œuvre de la télétransmission des actes des collectivités locales.

La commission n°1 (Finances - Ressources Humaines - Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

M le Maire : je suppose que ce dossier fera moins discuter.

Mme BESNAULT : vous le regrettez sans doute ?

M le Maire : c'est toujours sympa le débat. Vous aimez ça aussi sinon vous ne vous seriez pas présentée.

Pour : 26

Abstention: 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## **8 - Subventions aux associations - Attribution au Restaurants du Cœur**

Rapporteur : Mme SARRAUTE

La municipalité apporte son concours à la vie associative locale notamment par le biais de subventions.

L'association « les Restaurants du Cœur » organise un repas solidaire le dimanche 11 janvier 2015. Cette action intervient dans le cadre de la campagne d'hiver qui sera l'occasion de moments de partage et de rencontre avec les familles et les bénévoles.

Afin de pouvoir organiser ce repas de « fête » pour les bénéficiaires, l'association a sollicité la ville pour une subvention d'un montant de 800 €.

Il est donc proposé au conseil municipal d'allouer une subvention d'un montant de 800 €.

Les crédits nécessaires à cette subvention sont inscrits à l'article 6574 du budget communal M14.

La commission n°4 (Education- Santé-Solidarité- Logement et associations à caractère éducatif, social, solidaire et de santé) s'est réunie le 3 novembre 2014 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Abstention: 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## **9 - Syndicat de gestion des bassins versants du Moron et du Blayais - Retrait de communes**

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Le Préfet de Région, par arrêté du 30 mai 2013, a prononcé la fusion du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin Versant (SIBV) du Moron et du Syndicat Intercommunal d'aménagement Rural (SIAR) du canton de Blaye et en a défini le périmètre, soit 29 communes.

Les statuts du « Syndicat de Gestion des Bassins Versants du Moron et du Blayais » (SGBVMB) ont été approuvés en conseil municipal du 17 décembre 2013 et ratifiés par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2013.

Par délibération du 3 juin 2014, le conseil municipal s'est prononcé sur la modification des statuts suite à la demande de retrait des communes de Saint-Paul et de Cartelègue.

Par délibération du 23 mai 2014, la commune de Campugnan a également sollicité son retrait du syndicat.

Ainsi, en application de l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit se prononcer sur ce dernier retrait.

Il est demandé au conseil municipal d'accepter le retrait de la commune de Campugnan du SGBVMB.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Mme BESNAULT : est ce qu'il y a eu des investissements réalisés antérieurement à la fusion au bénéfice des communes qui ont demandé le retrait ?

Mme MERCHADOU : pas dans l'année précédente car tous les travaux ont été gelés à cause de la création du nouveau syndicat. Mais bien sur que dans le cadre de l'ancien syndicat, ces communes avaient bénéficié d'investissements.

Mme BESNAULT : est ce qu'il y a eu une demande de compensation suite au retrait de ces communes ?

Mme MERCHADOU : non, il n'y a pas eu de demande de compensation.

Mme BESNAULT : ça vous faire sourire, je m'en doutais.

M le Maire : c'est taquin. Par contre, si je peux me permettre ces retraits se font en toute courtoisie. En fait ces communes ont également la Nivelle, elles avaient 2 syndicats. Ce n'est pas tout à fait la même chose donc on ne les aborde pas la même manière.

Mme MERCHADOU : elles ne peuvent pas cotiser sur 2 syndicats.

M le Maire : c'est le syndicat qui pourrait demander une compensation mais dans ce cas cela c'est fait en toute courtoisie avec les entités, et non « sauvagement », en commun accord.

Mme BESNAULT : chacun voit la courtoisie ou le « sauvagement » comme il le ressent.

M le Maire : cela a été loyalement débattu.

M LORIAUD : je rappelle juste une chose, c'est que la commune de Saint Androny, il y a plusieurs années, et nous avons voté dans cette enceinte, avait quitté le SIAR et rien ne lui avait été demandé. C'est donc logique qu'aujourd'hui on suive la même procédure.

M le Maire : en tout cas la courtoisie était présente contrairement à d'autres petites affaires de l'été.

Pour : 26  
Abstention: 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

### **10 - Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) - Transfert de compétence**

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Par délibération du 14 mai 2013, le conseil municipal a adopté la modification des statuts du SDEEG qui avait pour objet de proposer des services complémentaires aux communes.

Il était précisé que chaque service retenu, entraînant alors transfert de compétence, ferait l'objet d'une délibération spécifique.

A ce titre et en application de l'article L2224-37 du Code Générale des Collectivités Territoriales, la commune de Blaye souhaite transférer au SDEEG la compétence en matière de création et d'entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables et éventuellement l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.

Il est donc demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire :

- à transférer cette compétence au SDEEG,
- à signer tous actes afférents à ce transfert.

La commission n°6 (Equipement – Patrimoine – voirie – assainissement - cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26  
Abstention: 0  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

### **11 - Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) - Installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électrique (IRVE)**

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Par délibération en date du 4 novembre 2014, la ville de Blaye a transféré la compétence « Fourniture, Installation et Exploitations de bornes électriques » au SDEEG.

L'Etat a fait du développement des véhicules décarbonnés une priorité de sa politique de réduction des gaz à effet de serre. Le véhicule électrique constitue une opportunité "verte" incontournable pour notre Pays.

A ce titre, le SDEEG a pris le parti d'engager un programme de déploiement de 300 infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), et ce à travers un maillage harmonieux et cohérent de son territoire.

Cette étude a fait ressortir la commune de BLAYE comme un territoire propice à l'installation de ce type d'équipement sur les sites suivants : l'ancienne gare (1) et les allées des Soupirs (2) soit 3 bornes avec 2 points de charge pour chacune (4 points de charges de 7kVA et 2 points de charges de 22kVA).

Le coût estimé de l'infrastructure pour la commune s'élève à 26 000€ HT. Du fait que la commune adhère au SDEEG, celui-ci propose de financer à 80% cet investissement.

La maintenance et l'exploitation d'une IRVE par le SDEEG requièrent une participation de la commune à hauteur de 300 € par an et par point de charge.

L'installation d'une IRVE nécessite des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité avec participation de la commune, conformément aux règles financières du SDEEG.

Pour inscrire cette IRVE dans le programme de déploiement des infrastructures de recharge du SDEEG et permettre à ce dernier d'obtenir les financements mis en place par l'Etat dans l'Appel à Manifestation d'Intérêt confié à l'ADEME, il convient de confirmer l'engagement de la commune sur sa participation financière et de s'engager sur la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques sur tout emplacement de stationnement, avec dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la pose de la borne.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les travaux d'installation d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques au lieu sus visé,
- De s'engager à verser au SDEEG la participation financière due pour la réalisation des travaux d'installation de 3 bornes, soit 5 200€ HT sur le budget M14 chapitre 021 article 21538
- De s'engager à verser au SDEEG, chaque année, la participation financière annuelle aux coûts de maintenance et d'exploitation des IRVE en application des règles financières approuvées chaque année par le Comité Syndical du SDEEG, soit 1 800€ sur le budget M14 chapitre 011 article 611
- De s'engager à accorder la gratuité du stationnement aux utilisateurs de véhicules électriques sur tout emplacement de stationnement, avec dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la pose de la borne,
- D'inscrire chaque année les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat à Monsieur le Maire pour régler les sommes dues au SDEEG,
- De s'engager à accorder au SDEEG une autorisation d'occupation du domaine public permettant l'implantation de ces IRVE.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Mme MERCHADOU : autour de nous la commune de Saint Ciers a adopté ce genre d'équipement, ainsi que celle de Saint Savin.

M BODIN : oui nous sommes favorables au développement du véhicule électrique, favorable à l'implantation de bornes électriques sur l'ensemble du territoire, favorable à la mise à disposition d'emplacements de bornes électriques à Blaye. Cependant au moment où l'on nous annonce une baisse des dotations d'Etat, M le Maire vous en faites l'écho régulièrement, à chaque occasion qu'il vous est donné.

M le Maire : comme tous les maires.

M BODIN : nous pensons que ce n'est pas aux blayais de supporter le coût de ces installations mais comme nous l'avons suggéré lors de la commission n° 6, aux acteurs économiques directement concernés par ce dispositif : à savoir les fournisseurs d'électricité, les constructeurs automobiles et les prestataires privés souhaitant séduire cette clientèle. Une répartition des bornes pourrait également s'envisagée sur l'ensemble du canton donc qu'en est il de cette réflexion à la CCB ? Nous sommes favorables à ce projet mais pas à son financement et pour ces motifs nous voterons contre cette délibération.

Mme MERCHADOU : je rappellerai que si ce projet a été proposé par le SDEEG c'est qu'il dispose de financements au niveau de l'ADEME. Il y a un budget de 50 millions d'€ dans le cadre des investissements

d'avenir et c'est pour cela que le SDEEG peut subventionner les investissements à hauteur de 80 %. C'est vrai qu'on pourrait penser que cela doit être financé par des investisseurs privés mais cela intègre notre politique de développement touristique. C'est un gage de modernité également.

M CARREAU : c'est un vrai choix de société qui est en train de s'amorcer. Il suffit de regarder les informations sur le salon de l'auto où on constate un nombre important de constructeurs propose de l'électrique. C'est sûr que l'électrique ce n'est pas parfait (recyclage des batteries, ...) mais je pense qu'il est des fois bon que le service public amorce la pompe.

M le Maire : ce que je vous propose c'est de rédiger une motion envers le gouvernement et les députés qui ont voté des lois dernièrement qui proposent d'intervenir massivement en argent public pour subventionner l'achat de véhicules électriques. J'ai vu que l'on pouvait avoir jusqu'à 10 000 € si on abandonnait un vieux véhicule diesel pour acquérir un véhicule électrique. Et comme c'est directement de l'argent public qui provient en grande partie de nos impôts divers et variés, je pense que ce que vous proposez à Blaye il faut également le proposer au niveau national. Nous allons intervenir à hauteur de 5 000 €. Si on vous écoute on refuse ce projet, pourquoi pas. Sauf que si on refuse un projet subventionné à 80 %, on n'aura pas les bornes. Je ne sais pas quand je l'aurai la satisfaction de la demande que vous proposez. Mais en attendant on n'aura pas les bornes, et on sera la seule commune ville centre d'arrondissement dans cette situation. Les autres communes en auront et nous Blaye on attendra que le privé finance cet équipement. Moi je veux bien faire la demande que vous proposez mais ce dont j'ai peur c'est que l'on loupe les 80 % de subventions du SDEEG et l'on doive payer 100 % plus tard.

Mme MERCHADOU : c'est ce qu'a précisé le SDEEG : si on présente notre dossier l'année suivante on n'aura pas les financements.

M le Maire : je partage sur le fond mais ce que vous dites pour la ville de Blaye il faut avoir cette même position vis-à-vis du gouvernement et des députés qui ont voté dernièrement l'intervention forte du public pour acheter des véhicules électriques. Dans ce cas nous parlons de sommes très importantes.

Mme BESNAULT : il ne s'agit en aucun cas d'une opposition aux véhicules électriques.

M le Maire : je n'ai pas dit cela.

Mme BESNAULT : par rapport à ce que vous dites, effectivement si aujourd'hui on se dit on va chercher du privé cela va prendre un certain temps, peut être que l'on aurait pu anticiper et se poser la question avant. Après comme tout le monde n'était pas en commission, pouvez vous nous rappeler ce qui est prévu comme fréquentation. Car en fait ce qui nous gêne ce n'est tant l'investissement qui, compte tenu des 80 % de subvention du SDEEG n'est pas très lourd, mais c'est plutôt les frais de fonctionnement de maintenance tous les ans. 1 800 € cela peut paraître pas beaucoup mais moi ce qui m'interrogeais c'est combien de véhicules qui sont estimés venir au bout de 3 ans. Quand on compte après le tarif pour les blayais par véhicule qui viendrait recharger je trouve que c'est énorme, ou je n'ai pas eu les bons chiffres.

Mme MERCHADOU : c'est vrai que l'offre ne sera rentable à partir d'une charge par jour et il y a une rentabilité à partir de 5 ans. On peut espérer une charge par borne et par mois la première année (SDEEG). Le conseil des Ministres a validé le mercredi 30 juillet dernier le projet de loi porté par S. ROYALE relatif à la condition énergétique pour la croissance verte. Ce projet consacre un de ses 8 chapitres au transport avec un engagement fort vers le véhicule électrique à travers 3 axes principaux.

Mme BESNAULT : quel est le rapport ? Vous réduisez ce nous disons à nous nous opposons aux véhicules électriques.

M le Maire : on n'a jamais dit que vous étiez opposé.

Mme MERCHADOU : le ministère a travaillé avec l'ADEME pour mettre en place ces 50 millions à la suite de ce conseil des Ministres.

M le Maire : l'ADEME c'est public, c'est l'Etat qui fait tout cela.

Mme MERCHADOU : le développement des infrastructures de recharge : objectif : 7 millions de bornes de recharges à l'horizon 2030 (public et privé).

M CARREAU : le fait que le public intervienne peut aussi alimenter le commerce local car il y aura probablement des bornes financées par le privé mais sur les parkings des grandes surfaces et non en centre ville.

M le Maire : après le réseau français de bornes électriques peut aussi être un gros fiasco. Vous avez aujourd'hui d'autres procédés comme celui de Peugeot qui a étudié un système pneumatique qui fait passer la consommation de carburant de 6 à 2 litres. Il peut très bien dans 5 ans exister une technologie qui fera que le fonctionnement électrique soit complètement dépassé.

Je ne peux rien dire de plus. C'est une proposition qui est faite ce soir, sous l'impulsion de l'Etat, les députés qui votent les lois. Après s'il y a une majorité contre, ce n'est pas grave on ne fera pas.

Mme BESNAULT : ce qui aurait pu être mis en place par exemple c'est que le coût de cette maintenance soit supporté par l'utilisateur, sachant que ce n'est pas en majorité les blayais qui vont venir se brancher sur ces bornes car les blayais se rechargeront chez eux. Ce sera en majorité des gens de passage.

M le Maire : je partage ce que vous dites. Si vous avez une solution qui permet d'exonérer la ville du coût de cette maintenance, il n'y a pas de souci.

Mme BESNAULT : à la charge de l'utilisateur.

M WINTERSHEIM : le contrat prévoit que s'il y avait des bénéfices d'exploitations qui venaient à être réalisés à l'échelle du département, ceux-ci seraient reversés pour moitié au prorata du nombre de points de charge implantés sur la commune.

M le Maire : vous avez eu le contrat en annexe donc vous l'avez lu certainement.

Mme BESNAULT : cela nous avait échappé.

M WINTERSHEIM : c'est un accord sans enthousiasme particulier car c'est un pari sur l'avenir.

M BODIN : lors de la commission n° 6, tous ces sujets ont été abordés, je ne souhaite pas qu'il y ait de débats complémentaires. Tout le monde avait décidé d'être favorable à présenter ce dossier pour qu'il y ait un véritable débat au sein du conseil municipal. J'aurai aimé entendre certains conseillers sur leur avis, sur ce sujet c'est tout. Apparemment personne n'a d'avis particulier sur ce sujet à part Mme FLORENTIN.

M le Maire : je vais tout vous dire. On en a discuté dans l'équipe de la majorité et j'ai dit clairement que ceux qui voulaient voter contre ils le pouvaient. Ils sont libres, ils le savent.

Mme MERCHADOU : au début du téléphone portable, du micro onde personne ni croyait.

Mme BESNAULT : vous montrez votre téléphone, vous voulez dire que c'est la collectivité qui vous l'a financé ?

M le Maire : non, ça c'est mon appareil. Il y a toujours des premiers équipements sur lesquels on faisait la grimace. Après, il ne serait pas anormal que la collectivité finance des portables à l'exécutif. Beaucoup de mairies les financent mais ce n'est pas le cas ici.

Mme BESNAULT : vous faites comme vous voulez M le Maire.

M le Maire : c'est pris sur nos indemnités.

Pour : 21



Abstention: 5 : Mmes BESNAULT, LANDAIS et QUERAL et Ms BODIN et LIMINIANA (par procuration)  
Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## **12 - Convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels-casernements- Avenant n° 1**

Rapporteur : M.WINTERSHEIM

Dans le cadre du projet de « réouverture des volets » dans la Citadelle, des conventions de mise à disposition du domaine public constitutive de droits réels sont établies entre la ville de Blaye et des porteurs de projets pour l'occupation et l'utilisation des bâtiments classés Monuments Historiques. Celles-ci ont notamment pour objectif de préserver et de restaurer ces bâtiments.

Ainsi, par délibération du conseil municipal du 17 septembre 2013, Monsieur le Maire a signé, le 16 octobre 2013, avec Monsieur CURSOL (Président de l'association Afoulki) une convention pour la création d'un espace dédié aux activités interculturelles (expositions, conférences, concerts, ateliers de création...), un point d'accès internet et une boutique de commerce équitable au sein de ces deux cellules du casernement.

Il s'avère nécessaire d'apporter certains ajustements dont :

- le bénéficiaire devra déclarer préalablement et par écrit à la commune les actes de sous-traitance, de sous-location (y compris l'hypothèse d'une location gérance) ;
- le bénéficiaire s'engage à rendre compte à la commune, tous les mois, de l'avancement des travaux d'aménagement dès lors qu'ils auront débuté ;
- le dossier de demande d'autorisation prévue par l'article L621-9 du Code du patrimoine devra être déposé auprès des services compétences dans un délai de douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, sous peine de résiliation de la convention ;
- le bénéficiaire a trois ans suivant l'entrée en vigueur de la convention pour débiter les travaux (prévus à l'annexe 4) sous peine de résiliation ;
- la redevance domaniale annuelle à laquelle est soumis le bénéficiaire sera limitée à 500 € HT pour la première année d'exploitation. Celle-ci sera payable au trésorier municipal après titre de recettes émis par la commune. En cas de déficit d'exploitation, aucune subvention d'équilibre ne pourra être versée par la commune.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant n° 1, ainsi que toute pièce afférent à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Mme LANDAIS : Nous basant sur l'étude menée par l'école de Chaillot et nos propres observations sur le terrain, nous aimerions tout d'abord soulever plusieurs interrogations quant à l'avenir des casernes qui doit s'inscrire dans une logique de conservation. « Cette dernière ne peut faire l'économie d'une réflexion patrimoniale d'ensemble sur les quatre îlots urbains qui structurent le site. Il convient en effet de trouver un montage adapté à une gestion raisonnée et un projet raisonnable, qui réfléchit tant à l'aspect extérieur et les intérieurs qu'à la configuration urbaine. L'aménagement de l'espace public est notamment un point central dans la mise en valeur de cette architecture ; les coeurs d'îlots, qu'ils soient destinés à un usage privatif ou public, doivent faire l'objet d'une attention particulière car ils recèlent non seulement un potentiel archéologique non négligeable (traces de la ville antérieure et vestiges des murs séparatifs en particulier, latrines, ...) mais aussi une opportunité de donner à lire la stratification historique des casernes ». Leur type est donné comme le plus ancien connu en Europe voire

au monde. Au sein de la citadelle dite de Vauban, ils sont aujourd'hui inscrits au patrimoine mondial par l'UNESCO et méritent toute notre attention.

Nous sommes bien en accord avec vous sur l'urgence sanitaire de la réhabilitation des casernements. Ce point ne peut-être éludé, le mauvais état des toitures exige une intervention à court terme qui oblige à un positionnement sur leur restauration. Mais, cela ne doit pas être au dépend de leur histoire et des contraintes techniques. Vous avez pris le parti de vous décharger de ces casernements en les lotissant et mettant en place des Conventions d'occupation du domaine public constitutive de droits réels. Par ce fait, vous avez abandonné toute prise en compte globale. Vous avez pris le parti de restituer les volumes de toiture indépendants initiaux. Ce qui pose des problèmes considérables de réalisation (surfaces gauches, infiltrations d'eaux, gestion du chantier sur la durée, ...). Dans le cadre du bail en question, les preneurs ont à charge de financer une importante partie de la mise en place des nouvelles toitures à redans. Cependant, dans ce contrat, la prise en compte des autres travaux à réaliser est très peu explicitée et les preneurs ne sont pas mis au courant des contraintes liées au patrimoine architectural et archéologique que représentent ces casernements. Malgré les aides auxquelles peuvent prétendre les preneurs, les frais restant à leur charge étant encore trop lourds pour un bien qui au final ne leur appartiendra pas ainsi que la gestion des travaux à assurer font que depuis la mise en place du dispositif, seuls deux preneurs ont signé un contrat dont l'association AFOULKI. Les deux chantiers qui devraient être entrepris sont très éloignés l'un de l'autre. Outre la non prise en compte d'une partie du patrimoine, Il se pose dans l'immédiat la question de la préservation des cellules attenantes - voire leur mise hors d'eau. A cela se rajoute le fait que vu le temps mis à trouver les deux preneurs, si l'on multiplie ce temps par le nombre de cellules restant à traiter, la citadelle va devenir un chantier permanent et tous autant que nous sommes autour cette table, nous n'en verrons jamais la fin. A l'heure actuelle, nous nous dirigeons donc vers une reprise de quatre cellules (2X2) sur les 64 existantes pour les amener dans un état qu'elles n'auront jamais connu, les ouvertures en place aujourd'hui étant contemporaines et n'allant pas avec les toitures à redans. Lors d'un éventuel développement des chantiers, si les preneurs entreprennent de traiter les façades, cela entraînera une disparité dans leur aspect (texture et couleur des mortiers, ouvertures faites ou pas suivant les moyens des preneurs, etc.).

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, pour toutes ces raisons, nous voterons contre l'avenant proposé, même si nous reconnaissons que celui-ci revêt une amélioration pour les preneurs ou ceux éventuels à venir. Ici, nous tenons à souligner que notre position ne vient pas contre l'association AFOULKI, qu'au passage nous félicitons pour son important travail - ni par ailleurs contre les personnes autour de cette table - Pour nous, les casernements sont un enjeu patrimonial, social, urbain et économique indissociables. Nous demandons que l'ensemble du projet ainsi que la gestion des travaux soient soutenus par la Ville de Blaye et non par des particuliers qui n'en ont ni les moyens ni les compétences. Dans cette voie là, vous recevrez notre soutien. Dans l'immédiat, nous demandons de surseoir le dispositif mis en place pour une remise à plat de ce dossier.

M le Maire : c'est très intéressant car j'ai l'impression de revivre la campagne électorale. Vous savez qu'il y a une campagne électorale qui a été menée il y a quelques mois, il y a eu un vote dont le résultat est sans appel. Lors de cette campagne électorale, je crois que le traitement de la Citadelle, et plus particulièrement des bâtiments publics, a fait l'objet d'échanges et de débats (même s'il n'y a pas de débat public contradictoire comme en 2008), il y a eu des écrits des deux listes. Nous, nous avons passé un contrat clair avec les blayais et ils l'ont retenu. Lorsque vous prenez notre projet il y a vraiment notre politique de gestion de l'ensemble de la Citadelle. Cette politique a fait d'ailleurs l'objet de nombreux débats au sein de cette assemblée avec l'ancienne opposition que vous représentez aujourd'hui. Cette politique que nous avons élaborée depuis 2008, 2009 a été présentée également au comité scientifique du réseau Vauban et à la DRAC. Nous sommes donc parfaitement clairs avec ce que nous annonçons. De plus, jusqu'à 2008, les municipalités précédentes n'avaient pas eu de grands succès sur la réussite de la gestion de la Citadelle. C'est un sujet extrêmement compliqué, lourd pour une ville comme Blaye et pour ses contribuables. Je ne vais pas faire « cocorico » sur ce que nous faisons, c'est très compliqué. Et toutes les communes dans la même situation en parle avec beaucoup plus d'humilité que vous Mme LANDAIS. Car la charge pour l'instant n'a pas été transformée en chance. C'est sur cela que nous devons travailler et c'est sur ces 2 mots que la campagne électorale s'est faite en 2008 : est ce que la Citadelle est une charge ou une chance ? Certains disaient que c'était une chance, nous nous développons que c'était une charge à nous de la transformer en chance.

Nous avons de grandes lignes qui nous séparent Mme LANDAIS. Vous dites les particuliers n'ont pas les moyens. Donc s'ils n'ont pas les moyens pourquoi viennent-ils alors ? Dès que nous avons une activité économique, il n'est quand même pas anormal que la personne qui ouvre un magasin se finance lui-même son

outil de travail. Ce n'est pas au public de le financer. Ça c'est un point important qui nous sépare. Après quand vous dites d'importantes parties coûtent très chères comme la mise en redan des toitures, il ne faut pas oublier que la municipalité abonde de 25 % les subventions déjà obtenues à hauteur de 40 % par la DRAC. Sur 10 000 € de travaux, les porteurs de projet ont 3 500 € à financer eux-mêmes. C'est 65 % d'intervention publique, il faut donc arrêter de raconter n'importe quoi aux blayais. Et cela concerne les travaux que nous avons rendus obligatoire. Et le reste n'est pas obligatoire, cela permet de soulager les privés.

S'ils ne gagnent pas suffisamment d'argent dans la Citadelle de part leurs ventes et que leur activité n'est pas viable et bien qu'ils ferment. Je suis aussi cru car il arrive un moment où il faut se dire les choses clairement et ce n'est pas aux blayais de payer toujours pour les autres.

De plus vous sous entendez que la ville de Blaye est riche. Avec l'effondrement des fonds publics même la DRAC peut avoir du mal à maintenir ses subventions. La chance que nous auront c'est d'être reconnu auprès de l'UNESCO, permettant ainsi de faciliter l'obtention des subventions.

Mme LANDAIS : je n'ai jamais dit ça.

M le Maire : on va bientôt parler budget Mme LANDAIS et là vous allez pleurer car ce qui se passe aujourd'hui en France sur les fonds publics c'est un effondrement complet : l'Etat se désengage des permis de construire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015 : cela va coûter quelques dizaines de milliers d'euros à la ville. Les rythmes scolaires, je ne dis pas que ce système soit bon ou mauvais car je pense qu'il était nécessaire de faire des choses pour le rythme biologique des enfants, représentent un coût net pour la ville d'au moins 50 000 € si l'Etat maintient le fonds d'amorçage mais qui ne doit pas durer. On a perdu 40 000 € en 2014 sur les dotations de l'Etat. On va sûrement perdre 100 000 € en 2015, et 2016 se présente de façon identique. Quand vous additionnez tout cela, sachant que nous avons environ 500 000 € d'autofinancement, nous allons perdre les 3/4 de l'autofinancement en quelques années. Et je ne parle pas des 3 années de gel des dotations de l'Etat (2011 – 2012 – 2013). Il faut absolument, quand on est sérieux, gestionnaire des fonds publics, trouver des équilibres nouveaux et arrêter de prendre le public comme une vache à lait. Je suis désolé mais quand on a une activité privée on se paye soi-même son outil. Si on ne peut pas c'est que ce n'est pas viable.

On travaille, et nous l'avons mis dans notre contrat de campagne électorale avec les blayais, c'est sur cela que nous avons été retenus, sur un grand programme d'appel à projet et nous allons essayer d'accélérer la mise en œuvre des conventions mais nous ne sortirons pas de cela. Nous n'allons pas rouvrir l'interrogation pour se retrouver encore 10 ans plus avec des casernements en vrac. Depuis le temps que certains prônent cette politique du tout public dans la Citadelle on n'avance pas. On fait des toitures pour des bâtiments vides, on remonte des murs pour des bâtiments vides, il n'y a aucun usage derrière et cela je le démontre depuis, cela dure depuis 30 ans. Et je ne tape pas sur mes prédécesseurs car cela devait être un calvaire pour eux. Car tous les jours c'est une charge à relever la Citadelle. On y travaille tous les jours sur la Citadelle, c'est une obsession de gestion. Dans le même temps, il y a 5 000 personnes qui vivent au pied de la Citadelle et on ne peut pas mettre tout notre financement dans la Citadelle.

Le cinéma heureusement qu'on l'a fait : c'est 80 000 entrées certainement en 2014, sur la première année de fonctionnement. Je préfère avoir mis une grosse partie de notre financement sur le cinéma que d'avoir augmenté l'investissement sur la Citadelle. Il faut développer la vie où les gens sont. Il ne faut pas faire de sentiment. Ce que l'on doit faire c'est retrouver un usage pour chaque bâtiment. Un bâtiment qui ne retrouve pas d'usage est voué à disparaître. C'est pérennisé par l'usage. Tous ceux qui travaillent sur le patrimoine sont d'accord, car il n'y a pas d'autres issues.

On ne va pas rouvrir le débat Mme LANDAIS, nous savons où nous allons. Il y en a même qui contestent la domanialité publique, j'espère que bientôt on pourra vous prouver que nous sommes sur le domaine public.

M WINTERSHEIM : sur la gestion globale, je pense que c'est la première fois que l'on a un projet global sur la restauration des casernements. Elle se fera porteur de projet par porteur de projet. Sur les cœurs d'îlots, effectivement il y a encore des sujets à travailler, je ne suis pas très satisfait de la première étude menée. Il va falloir poursuivre l'étude. Nous sommes disponibles pour les porteurs de projet et à leur écoute. Concernant la protection du patrimoine, on travaille sur ce projet avec la DRAC (Monuments historiques / Archéologie).

Mme LANDAIS : il a été évoqué que le projet de l'association ait été présenté et accepté à la DRAC alors qu'il ne nous a jamais été présenté en commission patrimoine.

M le Maire : la convention a été signée il y a environ 1 an et est passé en commission en son temps. Vous n'étiez pas là mais elle est passée en commission. Vous pouvez toujours la consulter. Vous êtes chez vous ici.

M WINTERSHEIM : sur ce type de bâtiment, le dossier est déposé à la DRAC et non à la Mairie comme un permis de construire classique. Il est instruit par les services de la DRAC et nous sommes consultés.

M LORIAUD : M le Maire l'a évoqué par rapport à la domanialité publique, nous l'avons évoqué lors de précédents conseils municipaux, comme la Citadelle, jusqu'à preuve du contraire, est domaine public de la ville, c'est une protection pour les porteurs de projet de signer ce type de convention car cela leur permet de pérenniser leur activité pendant 30 années ou plus. Ils ont une véritable visibilité pour inscrire dans la durée leurs actions. Le domaine public est précaire et révocable à tout moment. Ceux qui n'ont pas signé ce type de convention, tous les ans il faut refaire des conventions d'une année, sans s'inscrire dans la durée. L'intérêt de la convention c'est le seul montage juridique hormis le bail emphytéotique pour inscrire leur action dans la Citadelle. Même si pour certains cela semble compliqué, globalement sur les 30 années l'opération est largement bénéficiaire pour le porteur de projet.

M le Maire : je rappellerai que le durable l'emportera sur le précaire c'est-à-dire que le porteur de projet qui acceptera ce type de convention l'emportera sur celui qui signe que pour une année. Je sens bien les points de résistance, on joue beaucoup avec notre patience. Nous le ferons avec un maximum de tact comme toujours mais on ne peut pas passer un mandat de plus à attendre. Ce n'est pas notre style à nous d'attendre. Il y a des petites affaires courantes mais il y en a qui sont plus importantes que d'autres.

M WINTERSHEIM : on a peut-être perdu un peu de temps mais les élections nous ont fait perdre du temps sur le développement des conventions car pendant les élections la question était posée : que faisons nous de cette Citadelle ? Maintenant il faut avancer sur ce dossier.

M le Maire : je sais que vous souhaitez que ce pari soit réussi même si vous ne partagez pas la philosophie. Vous seriez heureux comme nous certainement de voir se développer des activités au sein de ce site. Je rappellerai qu'en 2008, il n'y avait pas grand-chose. Il faut se rappeler des choses quand même, vous connaissez bien la Citadelle Mme LANDAIS.

M BODIN : Vous connaissez mon attachement pour le développement économique et touristique du secteur. Vous avez dit à juste titre que vous souhaitiez plutôt favoriser les financements là il y avait de l'activité ce qui est tout à fait respectable. Vous indiquez environ 80 000 entrées au cinéma. Je tiens quand même à préciser qu'il y a 400 000 personnes qui vont dans la Citadelle. C'est un enjeu de développement économique du secteur et que ce n'est pas à opposer. C'est dans la même philosophie.

M le Maire : ce que je voulais faire ressentir M BODIN, si nous vous écoutions c'est-à-dire la prise en charge par le public des casernements c'est plusieurs millions d'euros de reste à charge car nous n'avons plus des taux de subventions de 80 %, c'est extrêmement compliqué. Même si nous avons 60 % il nous reste 40% : donc le reste à charge assait la finance de la ville de Blaye, vous ne ferez plus que ça.

M WINTERSHEIM : surtout qu'il n'y a pas que les casernements.

M le Maire : la Citadelle ce n'est pas que les casernements. C'est aussi la falaise, la voirie. Nous venons de refaire l'éclairage public car il était en très mauvais état. En 6 ans, nous n'avons pas oublié la Citadelle, nous avons réorienté des investissements. Il faut un équilibre. La Citadelle a toujours mis en grande difficulté les équipes municipales en place. Certains bâtiments ont été sauvés mais pour quel usage.

Tant que la Citadelle sera la charge de la Ville, l'équipe municipale sera fortement taraulée par la gestion et la sauvegarde de ce site. Si l'Etat veut la reprendre, il n'y a pas de problème. Si vous avez de bonnes relations au niveau de l'Etat, nous, nous sommes preneurs.

Mme BESNAULT : vous pensez qu'on en a ?

M le Maire : je ne sais pas, on ne sait jamais. Il faut bien avoir un peu de rêve. Si cela ne sert même pas à ça, alors ça ne sert à rien d'avoir des portes d'entrées.

Sortie de Mme DUBOURG : 20h39 – retour à 20h48

Pour : 21

Abstention: 0

Contre : 5 : Mmes BESNAULT, LANDAIS et QUERAL et Ms BODIN et LIMINIANA (par procuration)

M le Maire : donc l'opposition s'oppose.

Mme BESNAULT : on est dans l'opposition donc on s'oppose.

M le Maire : après ce n'est pas sympa avec AFOULKI car c'est eux qui demandent l'avenant.

Mme BESNAULT : cela n'a rien à voir avec AFOULKI. Je sais bien que vous aimez exploiter ça.

M le Maire : je connais une institution qui à chaque fois que je reçois une subvention, n'oublie pas d'indiquer que le conseiller général de votre canton n'a pas voté le budget. Moi je n'ai pas besoin de faire ça.

Mme BESNAULT : moi non plus.

M le Maire : je parle de certaines institutions.

Mme BESNAULT : précisez lesquelles car je ne vois pas.

M le Maire : mais si vous avez compris. La politique est un métier chez vous puisque vous êtes attachée parlementaire.

Mme BESNAULT : et alors. Ici, je suis là comme élue à Blaye.

M le Maire : chacun à son métier : il y a un agent de la Sécu, un cheminot, ...et vous vous êtes attachée parlementaire donc la politique est votre métier. Ce n'est pas méchant.

Mme BESNAULT : je vous demande de préciser de quoi vous parler sur les courriers.

M le Maire : j'ai précisé. Je pense que l'attachée parlementaire est tout à fait apte à lire entre les lignes.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à la majorité.

### **13 - Mise à disposition de données anonymisées issues des fichiers fonciers de la DGFIP - Autorisation du Maire de signer la convention**

Rapporteur : M.WINTERSHEIM

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, il est nécessaire d'intégrer, dans le rapport de présentation, un état des lieux.

La commune connaît une forte problématique en termes de logement vacant. Afin d'expliciter ce phénomène, une analyse des données de localisation précises sur le recensement de ces derniers est indispensable. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) peut mettre gratuitement à la disposition de la commune ce type d'information via la base de données Majic.

Pour contractualiser cette demande, il est nécessaire de signer un acte d'engagement.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet acte d'engagement avec la DDTM, ainsi que toutes pièces afférentes à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Pour : 26

Abstention: 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### **14 - Installations classées- exploitation d'une station service sur la commune de Cars - avis du conseil municipal**

Rapporteur : Mme MERCHADOU

Le Président de la SAS BLAYE DISTRIBUTION a déposé un dossier, auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (DDTM), en vue d'exploiter une station service sur la commune de CARS.

Dans le cadre des procédures applicables aux installations classées, conformément à l'article R 512-46-11 du Code de l'Environnement, les communes concernées par les risques et inconvénients de l'établissement et comprises dans un rayon d'un kilomètre du périmètre de l'installation, doivent émettre un avis.

Par arrêté du 5 septembre 2014, Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine a prescrit une consultation du public sur ce projet sur 4 semaines (du 6 octobre au 5 novembre 2014 inclus).

Ces informations ont été portées à la connaissance du public par un affichage en Mairie.

Il est demandé au conseil municipal de donner son avis sur l'installation de cette station service, avis qui sera transmis à la DDTM.

Le projet conduit à imperméabiliser une surface de 5 400 m<sup>2</sup> et nécessite donc la gestion de 200 m<sup>3</sup> d'eau pluviale. Si cet afflux n'est pas géré en amont du réseau, la conséquence est inévitablement un débordement bassin de rétention de « campagne » situé sur Saint Martin Lacaussade et un risque d'inondation de la zone ainsi qu'une saturation du ruisseau du Saugeron.

Il faut donc prévoir un moyen compensatoire pour maîtriser ce volume (sol drainant, bassin de rétention,...). Or, à l'analyse du dossier, aucun équipement n'est envisagé.

Il est donc demandé au conseil municipal d'émettre un avis avec réserve dans l'attente de la démonstration par le porteur de projet de la réalisation d'un moyen compensatoire pour la gestion des eaux pluviales, permettant ainsi de ne pas aggraver le réseau actuel.

M BODIN : nous avons appris que c'est parce que l'on est dans le périmètre de l'installation que nous sommes amenés à prendre cette délibération. Mais nous sommes très surpris que celle-ci intervienne au moment où le projet est en voie d'achèvement d'autant que nous devons émettre une réserve et pas des moindres. La compétence économie relève de la CCB et non de la Ville, mais comment se fait il que l'analyse du dossier ne se fasse qu'à ce stade des travaux alors qu'un permis de construire a été délivré. Ne pensez vous pas que le dysfonctionnement de cette procédure soit de nature d'une part à ralentir un projet économique qui est somme toute important, il s'agit de l'unique station service du canton, et d'autre part à semer le doute qu'en à la qualité de l'accompagnement des projets économiques sur notre territoire. Nous ne pouvons pas être contre le principe d'émettre une réserve sur la gestion des eaux et des conséquences qu'elle pourrait avoir sur les biens et les

personnes, cependant il aurait fallu le faire au moment du permis de construire et non au moment d'accorder l'autorisation d'exploitation. Pour ces motifs nous nous abstenons.

M le Maire : on va se permettre d'éclaircir la situation car nous n'y sommes pour rien dans cette histoire.

M LORIAUD : juste une remarque concernant l'histoire du permis de construire : je rappelle que c'est le Maire de la commune concernée qui délivre le permis de construire et sur instruction de l'Etat et en particulier la DDTM. En ce qui concerne la station service, à partir du moment où elle débite plus de 8 000 m<sup>3</sup> / an est une ICPE (installation Classée Pour l'Environnement) donc il y a une enquête d'utilité publique. Le problème de l'eau concerne la ville de Blaye car on se situe dans le rayon du kilomètre et qu'en plus pour ceux qui ont vécu les événements de juin 1988 où il y avait eu de violents orages, il y avait eu une forte inondation de toute la zone. C'est pour cela que l'on est vigilant sur ce sujet. J'ai été sollicité il y a quelques semaines par les Maires des communes de Cars et de Saint Martin Lacaussade pour voir avec les services de l'Etat ce qu'il fallait faire. J'ai saisi le Sous préfet de Lesparre et nous aurons une réunion le 13 novembre avec les services de l'Etat, le porteur de projet et les communes concernées pour voir les solutions envisageables pour que le projet aille à son terme. Je m'inscris dans cette réserve que l'on doit faire vis-à-vis de la loi sur l'eau pour que le porteur de projet puisse tenir les engagements qu'il doit respecter.

M le Maire : d'ailleurs le porteur de projet a été contacté par les Maires et il sait parfaitement que nous prenons des réserves au niveau des conseils municipaux et que la CCB n'a rien à faire dans ce dossier.

M BODIN : cela paraît quand même grotesque. Personne n'abonde, j'ai l'impression d'être un hurluberlu. Un projet de cette ampleur a été réalisé dans une zone dangereuse et c'est une fois que la station est pratiquement réalisée que l'on se dit il y a le problème de l'eau. Cela me pose un véritable cas de conscience car dans ce cas là je pose des questions sur toute la zone du secteur. Car il n'y a pas que le projet de la station qui risque d'amplifier le phénomène d'inondation, il y a également les autres projets en cours.

M le Maire : M BODIN, il ne faut pas douter de tout après. Sur la ZAC communautaire, il y a des bassins de rétention, sur Sociando aussi. Après vous faites ce que vous voulez. Nous, nous allons prendre une réserve car on se doit de la prendre pour se protéger car le Saugeron passe à quelques centimètres d'ici. Nous nous y sommes strictement pour rien, on reçoit le dossier le 12 septembre, le temps de l'analyser fait qu'on le présente aujourd'hui. On a été informé de la problématique par le Maire de Saint Martin Lacaussade qui s'est rapproché du porteur de projet avec qui il a commencé à traiter la problématique. Après nous en n'avons discuté entre Maires. Qu'est ce que vous vouliez que l'on fasse, ce n'est pas nous qui avons instruit le permis de construire, il y a également un maître d'œuvre qui doit aider le porteur de projet. Notre affaire c'est d'alerter.

M LORIAUD : c'est l'intérêt des enquêtes publiques.

M le Maire : pourquoi l'enquête publique n'est pas faite avant le commencement des travaux ?

M LORIAUD : si vous voulez une réponse c'est le préfet qu'il faut interroger.

M le Maire : il y a eu un couac quelque part où on ne connaît pas toutes les lois.

Mme BESNAULT : sur la réserve, effectivement c'est bien qu'elle soit émise. La DDTM semblait même surprise que les travaux soient presque terminés malgré qu'il y ait un permis de construire accordé. Ce que l'on peut regretter c'est que les travaux aient été commencés alors que le permis d'exploiter n'était pas donné. Si les réserves sont reprises, ce que nous souhaitons, cela va poser des problèmes au niveau des travaux qui ont été fait et du permis d'exploiter. Est-ce qu'au moment du permis de construire il n'était pas possible de soulever ce problème ? Ce n'est pas Blaye, mais on peut se poser la question.

M le Maire : on se pose les mêmes questions.

M BODIN : la difficulté dans ce dossier c'est qu'il existe des solutions comme cela est expliqué dans la délibération mais si elles sont compliquées à mettre en œuvre, on parle quand même d'une entreprise qui est

relativement importante et je suppose que cela risque de créer des soucis relativement important pour cette entreprise. Donc je pense un moment donné il faut aussi dire que ce n'est pas normal. Dans notre secteur nous n'avons quand même pas un nombre important d'entreprises et si on commence à matraquer des entreprises qui sont génératrices d'emplois cela va être difficile.

M le Maire : je ne comprends pas bien M BODIN, vous êtes en train de dire qu'il ne faut pas prendre la réserve.

M BODIN : on trouve que la réserve est tout à fait légitime mais on trouve qu'elle n'est pas faite au bon moment et c'est pour cela qu'on s'abstient.

M le Maire : M BODIN, quand est ce que vous vouliez que nous la fassions cette réserve ? On ne pouvait pas la faire plus tôt.

M BODIN : A chaque fois qu'il y a un problème relativement important on a toujours la réponse dans les différentes strates non ce n'est pas nous. Donc qui est responsable de cette situation ?

M le Maire : les responsables ne peuvent pas être autour de la table. Vous comprenez bien.

M BODIN : tout à fait.

M le Maire : après si le document était daté du mois de juin et que nous on ne le traite qu'au mois de novembre pour prendre la réserve vous pourriez nous dire que l'on n'a pas fait notre boulot mais ici ce n'est pas le cas.

Mme BESNAULT : On ne fait que reconnaître la situation.

M le Maire : ce n'est pas de notre fait. Vous le reconnaissez ?

M BODIN : tout à fait.

M le Maire : nous n'avons pas d'autre choix que d'émettre une réserve maintenant et de la consigner. Après, vous pouvez vous abstenir, après si tout le monde s'abstient on ne va pas être bien.

Pour : 21

Abstention: 5 : Mmes BESNAULT, LANDAIS et QUERAL et Ms BODIN et LIMINIANA (par procuration)

Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

M le Maire : je pense que le porteur de projet est très ennuyé par cette situation. Je ne pense pas que cela soit le coût financier que ça représente pour lui qui pose problème mais que le système pose problème et qu'il le découvre en cours de chantier.

Mme BESNAULT : je ne pense pas que cela soit le coût financier des travaux qui pose problème mais peut être le coût financier du retard qui va y avoir sur le permis d'exploiter qui est sûrement plus important que les travaux.

M le Maire : c'est probable. Après il y a une autre station qui continue à travailler. Si certains ont fait des erreurs, ils pourront admettre une dérogation d'exploitation pour l'autre station.



## **15 - Convention cadre triennale d'objectifs visant le renforcement des orientations en matière de développement durable, d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables - Autorisation du Maire à signer**

Sortie de Mme BESNAULT : 21h15 – retour 21h19

Rapporteur : M.RIMARK

Par délibération du 30 octobre 2012, la ville de Blaye s'est engagée dans une démarche de développement durable et d'économies d'énergie en participant à une opération collective de diagnostic énergétique des bâtiments publics.

A la suite de cette étude portant sur 8 bâtiments communaux, il s'avère nécessaire de poursuivre par une phase opérationnelle et plus complète.

C'est pour cela que la Commune de Blaye, dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles politiques en matière énergétique, a fait le constat de la nécessité de disposer d'un conseil neutre indépendant et impartial quant à l'analyse de la situation en matière énergétique et aux solutions et conseils pouvant être apportés pour améliorer cette situation.

La commune de Blaye s'est donc rapprochée de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Cette structure est une association de type loi de 1901, créée par la Communauté Urbaine de Bordeaux, le Conseil Général de la Gironde et le Conseil Régional d'Aquitaine, avec le concours financier de l'ADEME Aquitaine et de l'EUROPE dans le cadre du programme « Intelligent Energy Europe ».

L'objectif pour la commune de Blaye est de pouvoir adhérer au programme d'actions annuel mis en œuvre par l'ALEC.

Une convention triennale définit précisément les objectifs et les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles la commune de Blaye et l'ALEC entendent collaborer.

Le programme d'actions se décline en 4 axes :

- Stratégie territoriale : innovation - veille – prospective
- Réseaux : échanges – coordination – animation
- Information : diffusion – sensibilisation
- Plans d'actions : aide à la décision – soutien technique.

A partir de ces 4 axes, l'Alec propose à la commune de Blaye un programme d'actions annuel décliné et présenté dans une convention annuelle accompagnée d'annexes techniques et financières propres à cette convention.

2 options de travail sont proposées par l'ALEC.

- Option n° 1 :

### **Plans d'actions : aide à la décision, soutien technique**

- Conseil en énergie partagé (CEP)

**1ère année (2015)**, mise en place (35 bâtiments, 2 000 points lumineux et la flotte de véhicules) :

- Bilan global du patrimoine sur la base des factures d'énergie et d'eau des 3 dernières années (2012 - 2014):
- Visite des 15 bâtiments (état des lieux bâti et équipements)
- Analyse des données issues du bilan, des visites et des diagnostics existants
- Co-élaboration avec la commune d'un programme d'action adapté à son budget et à ses priorités et tenant compte des possibles dispositifs de financement
- Préconisation spécifiques sur l'éclairage public
- Rapport et présentation aux élus et aux services techniques

**2e et 3e années (2016 et 2017), suivi du CEP :**

- Mise à jour du bilan globale sur la base du suivi des factures
- Accompagnement à la mise en place du programme d'action
- Réalisation des campagnes de mesure.

**Information : diffusion, sensibilisation**

Tout au long de la durée de la convention :

- Accompagnement à la mise en réseau des acteurs et des projets en matière d'énergie
- Invitation aux Assemblées générales, ateliers, conférences organisées ou co-organisées par l'Alec

- Option n° 2 :

**Plans d'actions : aide à la décision, soutien technique**

- Option n° 1 à laquelle s'ajoute :

**1ère année : Qualité de l'air intérieur (2015)**

- Proposition d'un modèle de cahier de charges technique pour réaliser l'évaluation des moyens d'aération et une campagne de mesure des polluants dans les Etablissements Recevant du Public

**1ère année : Contrats d'énergie**

- Appui technique pour le suivi des nouveaux contrats d'énergie.

**1ère année : contrats d'exploitation des chaufferies:**

- Analyse technico-économique des contrats d'entretien actuels et des opportunités d'optimisation.
- Appui technique à un éventuel marché d'exploitation.

**Réseaux : échanges, coordination, animation**

**2e année :**

- Réalisation d'une note d'opportunité technico-économique pour la mise en place d'un réseau de chaleur bois énergie.

**Information : diffusion, sensibilisation**

- Option n° 1

Le coût pour la collectivité est de :

- Option n°1 : 8 800 €.
  - pour l'année 2015 : 3 600 euros,
  - pour l'année 2016 : 2 600 euros,
  - pour l'année 2017 : 2 600 euros.
- Option n°2 : 10 500 €.
  - pour l'année 2015 : 4 900 euros,
  - pour l'année 2016 : 3 000 euros,
  - pour l'année 2017 : 2 600 euros.

Compte tenu de ces éléments, la ville de Blaye a retenu l'option n° 2.

A cette somme se rajoutera le montant annuel de l'adhésion à l'association soit 543 €.

Il proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention cadre triennale d'objectifs visant le renforcement des orientations en matière de développement durable, d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables avec l'ALEC et tous les documents y afférents.

Les recettes correspondantes sont prévues au Budget Primitif M14 chapitre 65 article 6574.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 27 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

M BODIN : faire évaluer les dispositifs de chauffage et d'éclairage des bâtiments municipaux, agréer les diagnostics de certains bâtiments communaux, les systèmes de production des énergies renouvelables, sensibiliser et inciter au développement durable, notamment les plus jeunes tels étaient les termes de notre programme électoral. Nous sommes très heureux qu'à travers votre délibération vous allez dans ce sens, c'est donc avec grand plaisir que nous voterons favorablement cette délibération.

M le Maire : nous avons utilisé tous les artifices possibles au niveau du Pays sur les diagnostics énergétiques également.

Pour : 26

Abstention: 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

### **Communication de M le Maire**

Le 20 novembre 2014 à 18 h 30, nous allons réunir toutes les commissions (élus seulement) pour présenter l'étude de faisabilité concernant le projet salle des fêtes avec tendance spectacles mais pas salle de spectacles pour des raisons de coûts de fonctionnement. Nous restons sur quelque chose de supportable pour la ville et après nous verrons l'évolution des fonds publics. Cette étude a identifié 2 lieux possibles qui seront exposés et la commission aura à choisir un des deux lieux.

Procédure judiciaire : M SOTA : ancien directeur des services techniques, parti en retraite au 1<sup>er</sup> octobre dernier. Il avait engagé plusieurs procédures juridiques :

- 2011 : pénal : dépôt de plainte à mon encontre pour harcèlement moral. Suite à une enquête menée par la brigade de recherche, à une vingtaine d'auditions et beaucoup d'investigation de leur part pour faire la lumière sur ce dépôt : le procureur avait classé sans suite pour absence d'infraction (décision 6 août 2012)
- 2011 : tribunal administratif : harcèlement moral et refus de ma part de lui accorder la protection fonctionnelle : requêtes rejetées au fond (2012)
- 2013 : tribunal administratif : audience le 2 septembre 2014 – recours suite à la suppression de l'ensemble de son régime indemnitaire (primes) et bonifications indiciaires : requête rejetée sur le fond.

Terrain AM 193 – 360 m<sup>2</sup>

Je m'adresse à l'opposition car suite à un débat qui avait eu lieu entre M BODIN et moi, j'avais accédé à la demande de retrait de la délibération concernant cette vente : conseil municipal du 8 juillet 2014.

DIAPORAMA 1 – voir annexe n° 1

Le terrain appartenait à M CARREAU, non élu à l'époque. Il souhaitait vendre ce bien et la ville, à l'époque, avait décidé de le préempter. Je rappelle que quand une collectivité exerce son droit de préemption c'est pour répondre à un intérêt général et sur projet bien arrêté et à la suite la municipalité le met en œuvre.

Visiblement il n'y avait pas de projet bien arrêté bien que 10 ans plus tard, il n'a pas servi et en plus il faut reconnaître que la municipalité ne l'a pas entretenu avec zèle.

Nous avons saisi les riverains fin août, nous avons eu 2 réponses :

- M MICHAUD n'est pas intéressé et en plus il vend sa parcelle
- SCI PACT IMMO représentée par M BODIN ici présent, qui a visité le terrain avec le directeur général des services et qui fait une proposition de 6 000 €
- M ROGER : rappel de sa proposition : 5 000 € (somme proposée il y a déjà 10 ans).

L'estimation des domaines, je la rappelle mais vous en vous souvenez M BODIN puisque vous aviez indiqué qu'il y avait un écart important entre la proposition à 5 000 € et l'estimation des domaines de 18 000 €.

Je pense que nous n'avons pas réduit de façon importante cet écart.

La question qui se pose aujourd'hui, il faut être clair, c'est que nous avons 2 acheteurs potentiels, M ROGER ET M BODIN est qu'est ce que nous faisons ?

M BODIN : j'aimerais bien que quand on parle du dossier on parle de la SCI PACT IMMO dont je suis effectivement le gérant donc ce n'est pas M BODIN déjà d'une part et ensuite je voulais juste apporter la précision qu'en fin de compte, vous l'avez relevé c'est une propriété qui appartenait initialement à la famille CARREAU. Cette parcelle de terrain était rattachée à une habitation située au 5 place Rabolte. M CARREAU père avait souhaité, lorsqu'il avait vendu à un cabinet d'assurance, se réserver le petit jardin car il y venait de temps en temps et en pensant qu'un jour cela reviendrait partie prenante de l'immeuble précédemment rattaché.

Mme DUBOURG : c'est sur les actes ?

M BODIN : non pas du tout. Le seul souci qu'il y avait que sur cette parcelle là il y avait un droit de passage, plus précisément en isolant cette parcelle cela crée une servitude de passage sur la propriété de la SCI PACT IMMO car cette parcelle était enclavée. Lorsque la Mairie l'a préemptée, nous n'avons pas été sollicités dans le même principe, la SCI PACT IMMO a fait une proposition symbolique. Je ne sais pas qui est M MICHAUD, je n'ai pas pu avoir connaissance des personnes qui sont mes voisins sur l'arrière et on ne peut pas communiquer car ils sont carrément de l'autre côté. En plus cette parcelle est occupée depuis un certain temps, il y a un riverain qui en a fait une terrasse. J'ai constaté cela le jour où j'ai fait la visite de la parcelle. Il est certain que je pensais que cette personne là, je suppose que c'est la famille MICHAUD, non ? J'aurai espéré que cette personne là qui puisse faire une surenchère car il est bien évident que cette parcelle de terrain est déjà occupée. Je ne sais pas comment il se fait qu'elle puisse occuper cette parcelle mais aujourd'hui il est certain que cela va être compliqué de remettre la totalité de la parcelle en utilisation par quelqu'un qui n'a pas sollicité l'acquisition, ce qui est un peu déplorable. Puisqu'en fin de compte, nous aurions souhaité ne pas renchérir trop pour lui laisser la possibilité de le faire.

Sachant que nous mise à part le problème de droit de passage cela nous pose pas de problème particulier.

M le Maire : c'est impressionnant.

M CARREAU : j'ai été concerné par ce terrain. Je n'étais pas là au mois de juillet lors du conseil municipal mais j'ai lu le compte rendu. Lorsque mon père a vendu le terrain et la maison, je lui ai dit : au prix auquel on te l'achète tu gardes le terrain. Puis après j'ai décidé de le vendre. Avant que je ne décide de le vendre, un adjoint de l'époque était venu à la maison indiquant que ce terrain pourrait intéresser la Mairie. Quelque temps plus tard, cette même personne me dit que finalement la ville ne souhaite pas l'acquérir. Donc je l'ai mis en vente chez un agent immobilier qui au bout d'un an me dit qu'il ne trouve pas de vendeur. Quelque temps plus tard M ROGER vient me voir et m'indique être intéressé par le terrain.

Ce qui m'étonne c'est que sur le compte rendu il est marqué qu'il y avait plusieurs personnes qui étaient intéressées pour l'acheter. Si j'avais eu plusieurs personnes pour l'acheter je ne l'aurais pas vendu 5 000 €, j'aurais fait monter les enchères.

Je l'ai donc vendu au premier qu'il l'a voulu, car personne n'en voulait donc il ne faut pas dire que tout le monde était intéressé.

Ce terrain aurait été intéressant dans la mesure où le terrain situé à côté et appartenant à Mme BARTHEUX aurait été préempté aussi par la Mairie mais elle n'en a pas voulu. C'est quand même curieux de préempter un bout de terrain qui ne sert à rien et tout en longueur et on ne le faisait pas pour le terrain juste à côté.

Sur le fond je pense qu'il faut réparer le préjudice de M ROGER car lui, il voulait ce terrain et depuis tout le temps.

M BODIN : il faut rappeler qu'à l'époque M ROGER n'était pas du tout riverain.

M CARREAU : il souhaitait acheter mon terrain avec avoir l'espoir d'acquérir plus tard un bout de terrain de Mme BARTHEUX.

M le Maire : il avait de la suite dans les idées.

Nous nous retrouvons devant 2 acquéreurs : le premier qui s'est manifesté en juin et le deuxième que nous connaissons parfaitement autour de cette assemblée.

Est-ce qu'il y a des interventions car je vais être obligé de dire des choses.

M BODIN, je suis obligé de citer l'article 432-12 sur la prise illégale d'intérêt. Je pense que je serais gêné à votre place. Je ne comprends pas que vous ne soyez pas gêné car il ne m'était jamais venu à l'idée d'intervenir en conseil municipal pour une affaire personnelle.

M BODIN : là c'est une accusation.

M le Maire : il faut s'expliquer car moi je lis pour la SCI PACT IMMO le gérant M BODIN.

M BODIN : tout à fait.

M le Maire : qui est conseiller municipal ici présent, qui intervient le 8 juillet pour faire retirer une délibération.

M BODIN : tout à fait.

M le Maire : pour pouvoir à son tour surenchérir modestement pour avoir le bien, c'est-à-dire qu'il se sert de son mandat de conseiller municipal. Je suis désolé mais ça c'est un problème. Je ne vais pas porter plainte mais en temps que Maire responsable je ne vois pas comment je peux accepter que la vente se fasse au profit d'un conseiller municipal.

C'est une prise illégale d'intérêt depuis le début.

M BODIN : en ma faveur. M le Maire vous avez tout à fait raison de le préciser comme ça car mes colistiers peuvent vous le dire, il est évident que cette sollicitation avait été faite pour proposer à la personne qui est en face de faire une surenchère. La parcelle n'est pas accessible de mon côté car les gens qui y habitent ont fait une terrasse. Moi cette parcelle ne m'intéresse pas du tout.

Je pensais qu'elle allait surenchérir la dame.

M le Maire : je vais relire le PV. Début juillet je ne comprenais pas ce qui se passait. J'ai compris il n'y a pas très longtemps.

M BODIN : ce n'est pas moi qui ai mis à l'ordre du jour la vente de cette parcelle alors que je n'étais même pas au courant. Je l'ai découvert sur l'ordre du jour.

M le Maire : vous l'avez découvert 5 jours avant le conseil.

M BODIN : je n'ai même pas été sollicité alors que cette parcelle a une servitude sur ma parcelle.

M le Maire : la servitude n'a rien à voir. Depuis quand un conseiller municipal en séance plénière intervient pour ses affaires personnelles ?

M BODIN : ce ne sont pas des affaires personnelles. Recadrons le débat, moi je représente les intérêts de la SCI PACT IMMO ce n'est pas Thierry BODIN. C'est une entité totalement différente, je suis désolé.

M le Maire : non c'est pareil.

M BODIN : si vous voulez vous dites que c'est pareil.

M le Maire : c'est vous qui signez.

M BODIN : bien sur je suis le responsable juridique de la société donc forcément je vais signer.

M le Maire : vous avez directement intérêt à l'affaire. On parle d'une affaire personnelle depuis 15 minutes et en juillet vous êtes intervenus sur votre affaire personnelle. Quand on relit le PV on comprend. Moi cela ne me venait même pas à l'idée que vous étiez en train d'intervenir pour vous-même car cela ne se fait pas.

M BODIN : je n'intervenais pas pour moi.

M le Maire : si puisque vous représentez les intérêts de la SCI et directement car vous êtes le gérant.

M BODIN : moi personnellement je suis locataire de la SCI PACT IMMO donc je ne suis pas le propriétaire.

M le Maire : Je les connais les histoires de SCI. C'est vous le gérant de la SCI M BODIN, c'est vous le responsable.

M BODIN : je défends les intérêts de la SCI.

M le Maire : c'est grave tout de même de ne pas être gêné dans la situation, d'assumer ça. Il ne faudrait surtout pas que vous soyez Maire.

M BODIN : si vous voulez instaurer un faux débat vous pouvez le faire.

M le Maire : il y a confusion totale entre les intérêts publics et les intérêts privés. Je suis troublé.

M BODIN : soyez troublé.

M le Maire : je ne comprends pas que vous ne compreniez pas. Je suis sidéré que vous mélangiez à ce point intérêt privé et intérêt public. Cela ne me venait pas du tout à l'esprit. C'est M ELIAS qui a compris de suite sans doute quand il est dit :

« M LORIAUD : il y a beaucoup d'autres riverains ?

M BODIN : il y en a au moins 5 dont 1 que je connais personnellement.

M ELIAS : très personnellement. »

Je connais personnellement plein de gens dans la ville mais en fait le « personnellement » c'était vous.

M BODIN : non c'était la SCI PACT IMMO.

M le Maire : donc vous.

M BODIN : non.

M le Maire : mais si c'est vous qui signez le courrier. On peut jouer au chat et à la souris, je trouve inquiétant qu'un élu ne comprenne pas ces choses élémentaires. Je vais lire l'article 432-12. Je trouve que c'est élémentaire de ne pas traiter d'affaires personnelles dans une assemblée municipale. En plus on en parle tous les jours des prises illégales d'intérêt. Je ne porte pas d'accusation autre.

M BODIN : si vous en portez. Vous m'accusez personnellement de prise illégale d'intérêt.

M le Maire : mais je suis obligé. Il y a des faits M BODIN. Vous pouvez aller voir un avocat.

M BODIN : je ne suis pas encore propriétaire de la parcelle.

M le Maire : parce que je vais m'y opposer de mon plein droit et le juge dira le Maire est au-delà de son plein droit c'est-à-dire qu'il se devait de le faire.

Lecture de l'article 432-12 du code pénal : « *Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public,*

C'est votre cas M BODIN, comme nous tous

*de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction ».*

Vous êtes complètement dedans.

M BODIN : il va falloir démontrer effectivement qu'il y a un intérêt particulier.

M le Maire : directement et indirectement, il est indiqué. Je ne comprends pas M BODIN.

Je voulais faire la lumière publiquement suite au conseil de juillet lorsque vous avez amené la demande de retrait.

M BODIN : je l'ai su dans l'ordre du jour.

M le Maire : le sujet est passé en commission comme cela est prévu.

M BODIN : moi je n'y étais pas en commission.

M le Maire : mais vous avez des membres de l'opposition dans toutes les commissions.

M BODIN : Mme BESNAULT n'y était pas à la commission.

M le Maire : c'est son affaire mais pas la mienne. Elle peut se faire remplacer. Ma porte est ouverte tout le temps, je peux recevoir. Quand vous avez amené l'affaire du retrait de la délibération car c'est vous qui m'avez amené vers le retrait.

M BODIN : je n'ai pas demandé le retrait, j'ai juste demandé si tous les riverains avaient été consultés.

M le Maire : lecture du PV.

M BODIN : non c'est bon.

M le Maire : si on va regarder le PV. Pendant le conseil de juillet j'ai eu un flottement et j'ai préféré retirer le sujet, et j'ai bien fait. Quand vous l'avez amené, je l'ai pris comme si vous sous entendiez que je privilégiais M ROGER pour vendre un bien à un prix bradé par rapport à l'estimation des domaines de 18 000 €. En fait ce dont je m'aperçois, que celui qui surenchérit, passe de 5 000 à 6 000 €, c'est une poussette aux enchères, est la même personne qui m'a conduit à retirer la délibération. Si je ne retirais pas je passais pour quelqu'un qui avait favorisé une personne, je ne voulais pas porter ce fardeau car ce n'était pas mon état d'esprit. Nous avons fait ce que vous souhaitiez. Quand je relis le PV je m'aperçois que vous interveniez pour votre intérêt personnel. Vous n'avez pas contesté le PV car il y est écrit exactement ce qui s'était passé.

Extrait compte rendu du conseil municipal du 8 juillet

*M BODIN : On pourrait considérer effectivement une forme de favoritisme par rapport aux autres riverains. Je pense qu'il aurait été bien d'interpeller les riverains concernés. Et si effectivement il n'y avait pas eu d'autres propositions, on vendait au profit de M. ROGER. Pour ces raisons, nous ne voterons pas cette délibération.*

A partir du moment où vous me menacez de ne pas la voter, moi je m'interroge, je ne comprends pas.

Mme BESNAULT : je tiens à préciser que M BODIN s'exprimait au nom de l'ensemble des élus et qu'il n'aurait de toute façon pas participé au vote de cette délibération.

M le Maire : mais si il a participé au vote de la délibération car il a participé au retrait de la délibération.

Mme BESNAULT : elle a été retirée, il n'y a pas eu de vote. Montrez nous où M BODIN demande le retrait de cette délibération.

M le Maire : je vois que les difficultés augmentent dans le camp de l'opposition. Je vais continuer.

Extrait du compte rendu du conseil municipal du 8 juillet

*M BODIN : ce qui est sûr, c'est qu'il y a un écart significatif entre l'estimation des domaines et la proposition du couple ROGER, nous ne savons pas si les autres riverains n'auraient pas proposé une somme différente.*

Ce qui est vrai.

Et après vous dites : *M BODIN : il y en a au moins 5 dont 1 que je connais personnellement.*

Mais à l'époque je ne savais pas que vous parliez de vous.

M BODIN : ce n'est pas moi mais la SCI PACT IMMO.

M le Maire : donc c'est vous. Vous intervenez pour vous. La prise illégale d'intérêt elle est de fait.

Extrait compte rendu du conseil municipal du 8 juillet

*Après en avoir délibéré le conseil municipal décide le retrait de la délibération.*

Le conseil municipal a délibéré pour retirer la délibération et ce à l'unanimité. Il n'est pas indiqué que M BODIN ne participe pas au vote.

Pour conclure j'ai dit :

Extrait compte rendu du conseil municipal du 8 juillet

*J'aurais préféré que cela soit discuté en commission car cela est plus simple. Je vous propose de retirer cette question de l'ordre du jour et la traiter comme vous le proposez puis en commission. On verra avec les riverains. Cela vous convient ?*

Et vous avez répondu oui.

M BODIN : ce n'est pas moi qui ai demandé.

M le Maire : mais si. C'est vous qui êtes intervenu pour toute l'opposition car il n'y a pas d'intervention d'autres membres de l'opposition.

Mme BESNAULT : vous venez de le dire, c'est vous qui avez proposé le retrait.

M le Maire : vous allez encore plus loin.

Extrait compte rendu du conseil municipal du 8 juillet

*M BODIN : sur le fond, nous ne contestons pas la vente.*

C'est-à-dire que vous êtes pour la vente et vous intervenez pour faire retirer la délibération. En fait vous êtes pour la vente à condition que cela soit vous qui achetiez le terrain.

M BODIN : vous le prenez comme vous voulez.

M le Maire : en tous les cas ce n'est pas beau.

M BODIN : une chose est sûr c'est que vous devriez faire un tour sur cette parcelle, voir dans quel état elle se trouve et qui l'utilise.

M le Maire : ne changez pas de sujet. C'est un autre débat. On va remettre les choses en ordre car je ne savais pas que cette parcelle était occupée sans titre.



Sur le sujet du comportement de l' élu dans sa fonction par rapport à ses affaires privées, je suis désolé mais vous êtes frappé par l'article 432-12 du code pénal. Etant conscient de la situation, je ne peux pas proposer au conseil municipal que vous soyez l'acquéreur de cette parcelle.

M BODIN : je n'avais pas l'intention de l'acquérir, juste l'intention de surenchérir pensant qu'il y avait une personne sûrement plus intéressée que moi.

M le Maire : M BODIN vous nous prenez pour plus bêtes que nous sommes ?

Dans votre courrier du 15 septembre 2014, vous faites une proposition pour acquérir cette parcelle pour 6 000 € dans l'espoir qu'au prochain conseil municipal il y aura une délibération autorisant la vente de la parcelle à votre profit pour 6 0000 €. C'est comme ça que cela se passe. Si vous faites une proposition sur laquelle vous n'allez pas, moi je suis désolé, mais vous l'avez écrit et pour moi c'est un acte. Vous êtes allé plus loin que lors du conseil municipal du 8 juillet car vous avez signé par ce courrier un acte d'engagement d'achat. Je ne vais pas tirer de conclusion de cette affaire mais je tiens à rappeler à tous les élus, majorité et opposition, qu'il ne faut pas confondre intérêt personnel et intérêt public.

Je propose au conseil municipal de remettre à l'ordre du jour du conseil municipal du 9 décembre 2014 la vente de cette parcelle à M ROGER qui s'est manifesté pour 5 000 €.

En temps qu' élu je ne peux pas accepter que l'on vende à un autre élu.

M BODIN : il pourrait être dit que vous m'aviez favorisé.

M le Maire : tout à fait, c'est ce qui pourrait se passer. Vous n'en êtes pas conscient mais vous êtes frappé par la prise illégale d'intérêt. C'est une réalité.

M BODIN : mais l'acte n'est pas signé.

M le Maire : mais c'est trop tard, vous y êtes déjà.

Est-ce que l'ensemble du conseil partage cette analyse ? C'est une question d'éthique.

*L'ordre du jour étant épuisé La séance est levée à 22 heures*

**Ce compte rendu pourra faire l'objet de modifications lors de la prochaine séance.**